

ORAGES. Agriculture. Le gouvernement a annoncé hier une série de mesures, dont l'étalement du remboursement des prêts garantis par l'État, pour soulager les exploitations agricoles touchées par l'épisode violent de grêle qui a traversé la France. Les dispositions qui peuvent être prises dans le cadre des calamités agricoles seront observées au « cas par cas » a précisé Marc Fesneau, le ministre de l'Agriculture. ■

➔ À L'APPROCHE DES LÉGISLATIVES, QUERELLES SUR L'ACTION DE LA POLICE



MÉLENCHON. Critiqué. Le contrôle lors duquel un conducteur a été grièvement blessé et une passagère tuée par des tirs de policiers, samedi à Paris, a viré à la querelle politique hier, à une semaine du premier tour des législatives. Le chef de file des Insoumis, Jean-Luc Mélenchon, a dénoncé « une police (qui) tue », coupable d'appliquer « la peine de mort pour un refus d'obtempérer » et exerçant « un abus de pouvoir inacceptable ». « Le préfet approuve ? Le ministre félicite ? La honte c'est quand ? », a-t-il ajouté. Les policiers

« font un travail courageux, difficile et risquent leur vie à chaque instant. Les insulter déshonore ceux qui veulent gouverner. Laissons les enquêtes se faire sans les utiliser comme des otages d'une campagne électorale », lui a répondu le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin. La dirigeante d'extrême droite Marine Le Pen a de son côté dénoncé les mots « d'une gravité inouïe » de Jean-Luc Mélenchon. Le syndicat de police Alliance a annoncé sa décision de porter plainte contre le leader de La France insoumise. ■

France & Monde ➔ Actualités

GUERRE EN UKRAINE ■ Alors que les stocks de céréales, notamment de blé, s'accumulent chez les deux belligérants

L'insécurité alimentaire s'aggrave

Avec la Russie et l'Ukraine, le « grenier du monde », en guerre, l'insécurité alimentaire menace un peu plus l'Afrique et le Sud-Est asiatique.

Jérôme Pilleyre

La guerre que mène la Russie en Ukraine depuis le 24 février fait des victimes collatérales loin, très loin du théâtre du conflit, en Afrique et en Asie. Les exportations russes sont entravées par les sanctions occidentales qui les privent de crédits, de navires et d'assurances.

Avec le blocage des ports de la mer Noire, des millions de tonnes de blé ukrainien restent à quai. Et la crainte des bombardements coupe toute alternative terrestre. « Actuellement, entre 20 et 25 millions de tonnes de céréales sont bloquées et cet automne ce chiffre pourrait augmenter à 70-75 millions de tonnes », a averti, hier, le président ukrainien Volodymyr Zelensky.

L'insécurité alimentaire dans les pays les plus dépendants est d'autant plus préoccupante qu'en raison de cette soudaine pénurie, les prix flambent. Et pour cause : la Russie est, depuis 2018, le premier exportateur mondial de blé et l'Ukraine, le quatrième.

« La guerre en Ukraine est à la fois le révélateur et le catalyseur de problèmes d'insécurité alimentaire plus anciens et plus structurels, note le géographe Pierre Janin. Mais cette situation est variable d'un pays à l'autre, selon qu'ils ont pu ou pas reconstituer des stocks entamés, voire vidés par les précédentes crises. Elle dépend également de leurs capacités ou pas à produire tout ou partie de leurs propres ressources alimentaires et de la diversification de leur alimentation ainsi que des politiques de relance agricole depuis la précédente crise mondiale. Leur niveau de ressources financières pour en acquérir, assises par exemple sur une rente pétrolière ou gazière, est aussi crucial. De plus, la pandémie qui s'achève a pesé sur les ressources de pays exportateurs de main-d'œuvre ou vivant du tourisme. Et il y a les catastrophes naturelles comme les criquets et, plus largement, la sécheresse et les conflits. »

Et de préciser : « L'IPC (Integrated Phase Classification) qui donne un cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire évalue actuellement cette insécurité à 25 % en Asie du Sud-Est, 30 % dans le monde, 40 % en Amérique latine et 60 % en Afri-



EXPORTATIONS LIMITÉES. Les ports étrangers comme celui de Constanta en Roumanie pourraient constituer une solution à la pénurie de blé si la crainte des bombardements russes n'en interdisait pas l'acheminement terrestre. PHOTO AFP

que. On pensait, jusqu'en 2014, que les gains alimentaires se poursuivraient. Ce n'est plus le cas, surtout en Afrique subsaharienne. »

Inquiétudes pour 2023

Les habitudes culturelles ne sont pas, non plus, sans conséquences : « Dans certains pays, singulièrement en Afrique du Nord, le blé est un aliment central et identitaire. En Afrique subsaharienne, la crise paraît pour l'heure moins inquiétante parce que l'alimentation est plus diver-

sifiée. La hausse du prix du riz, bien que l'Inde ait décidé d'en exporter moins, n'a rien de comparable avec celle des autres céréales. »

La géopolitique, enfin, s'invite à table. « La Russie, reprend Pierre Janin, fournit des céréales aux pays qui n'ont pas affiché d'hostilité à son égard ou, mieux, la soutiennent. »

« Bref, poursuit-il, si le pire n'est pas certain, l'incertitude est forte, surtout pour 2023. Les sanctions économiques qui frappent la Russie privent de nombreux pays

d'intrants. Les rendements agricoles vont s'en ressentir. Dans le Donbass en guerre, ne seront certainement pas cultivés des dizaines de milliers d'hectares de tchernoziom. Or, cette terre noire, riche en humus, est très fertile, donc productive. »

Cette guerre a aussi des conséquences écologiques. « Les agricultures russe et ukrainienne sont intensives, pointe le géographe. Leurs gros volumes de production pesaient à la baisse sur les prix. La guerre met le monde face à un dilemme puisqu'il s'agit soit de

répondre aux urgences liées à la situation géopolitique, soit d'organiser malgré tout l'agriculture de demain, voulue plus respectueuse de l'environnement avec, en sus, des productions plus autonomes, garantes d'une relative souveraineté alimentaire. La globalisation semble avoir vécu. La fluidité des marchés a montré ses limites. Le retour à des stocks nationaux ou régionaux avait déjà commencé avec la crise de 2007/2008. » ■

➔ Lire. Tracés, n°41/2021, *Batailles de la faim*, de Pierre Janin, Natalia La Valle, Anne Lhuissier et Thomas Ribemonte, ENS Éditions, 15 €

L'ÉDITORIAL



FLORENCE CHÉDOTAL

florence.chedotal@centrefrance.com
Twitter : @FlorChédotal

L'arme de la faim

C'est une arme vieille comme le monde. Poutine n'a rien inventé. L'Histoire, depuis l'Antiquité, ne manque pas de ces heures cyniques où l'arme de la faim est brandie contre le front ennemi. Saler la terre, souiller l'eau des puits, détruire les cultures... Les Romains possédaient déjà un certain savoir-faire barbare. Après le chantage au nucléaire, le tsar passe donc avec aisance au chantage alimentaire, le grain de blé devenant un levier de négociation. L'ONU voit aussitôt poindre à l'horizon un « ouragan de famines ». Et les émeutes qui vont avec, mouvements migratoires dans la foulée. L'arme de la faim est cependant à double tranchant, en ce qu'elle peut faire comme défaire le pouvoir. Poutine peut-il aller jusqu'au bout de ses menaces et maintenir le port d'Odessa sous blocus ? A-t-il un intérêt à affamer un continent, l'Afrique, qui ne lui est pas franchement hostile et sur lequel il cultive à merveille et avec succès le sentiment anticolonialiste ? En attendant, le protectionnisme agricole s'installe en Asie, et ailleurs. Ce n'est pas une bonne nouvelle pour la sécurité alimentaire mondiale.